

Google et le gouvernement des États-Unis main dans la main selon Julian Assange

Qu'il est loin le temps où Google se résumait à deux étudiants dans leur garage...

[Julian Assange](#) nous expose ici les accointances fortes entre Google et le gouvernement des États-Unis, ce qui devrait faire réfléchir quiconque utilise leurs services.



Google et la NSA : Qui tient le « bâton

merdeux » désormais ?

[Google and the NSA: Who's holding the 'shit-bag' now?](#)

Julian Assange – 24 août 2013 – The Stringer

(Traduction : gaetanm, GregR, LeCoyote, Peekmo, MalaLuna, FF255, La goule de Tentate, fbparis + anonymes)

On nous a révélé, grâce à [Edward Snowden](#), que Google et d'autres sociétés technologiques étatsuniennes ont reçu des millions de dollars de la [NSA](#) pour leur participation au programme de surveillance de masse [PRISM](#).

Mais quel est au juste le degré de connivence entre Google et la *sécuritocratie* américaine ? En 2011 j'ai rencontré [Eric Schmidt](#), alors président exécutif de Google, qui était venu me rendre visite avec trois autres personnes alors que j'étais en résidence surveillée. On aurait pu supposer que cette visite était une indication que les grands pontes de Google étaient secrètement de notre côté, qu'ils soutenaient ce pour quoi nous nous battons chez [Wikileaks](#) : la justice, la transparence du gouvernement, et le respect de la vie privée. Mais il s'est avéré que cette supposition est infondée. Leur motivation était bien plus complexe et, comme nous l'avons découvert, intimement liée à celle du [département d'État des États-Unis](#) (*NdT : l'équivalent du ministère des Affaires étrangères, que nous appellerons DoS par la suite pour Department of State*). La transcription complète de notre rencontre est [disponible en ligne](#) sur le site de Wikileaks.

Le prétexte de leur visite était que Schmidt faisait alors des recherches pour un nouveau livre, un ouvrage banal qui depuis a été publié sous le titre [The New Digital Age](#). Ma [critique](#) pour le moins glaciale de ce livre a été publiée dans le *New York Times* fin mai de cette année. En quatrième de couverture figure une liste de soutiens antérieure à la publication : [Henry Kissinger](#), Bill Clinton, [Madeleine Albright](#), [Michael Hayden](#) (ancien directeur de la CIA et de la NSA) et Tony

Blair. Henry Kissinger apparaît aussi dans le livre, recevant une place de choix dans la liste des remerciements.

L'objectif du livre n'est pas de communiquer avec le public. Schmidt pèse 6.1 milliards de dollars et n'a pas besoin de vendre des livres. Ce livre est plutôt un moyen de se vendre auprès du pouvoir. Il montre à Washington que Google peut être son collaborateur, son visionnaire géopolitique, qui l'aidera à défendre les intérêts des USA. Et en s'alliant ainsi à l'État américain, Google consolide sa position, aux dépens de ses concurrents.

Deux mois après ma rencontre avec Eric Schmidt, WikiLeaks avait des documents en sa possession et un motif juridique valable de contacter Hillary Clinton. Il est intéressant de noter que si vous appelez le standard du DoS et que vous demandez Hillary Clinton, vous pouvez en fait vous en rapprocher d'assez près, et nous sommes devenus plutôt bons à ce petit jeu-là. Quiconque a vu [Docteur Folamour](#) se souviendra peut-être de la scène fantastique où [Peter Sellers](#) appelle la Maison Blanche depuis une cabine téléphonique de la base militaire et se trouve mis en attente alors que son appel gravit progressivement les échelons. Eh bien une collaboratrice de WikiLeaks, Sarah Harrison, se faisant passer pour mon assistante personnelle, m'a mis en relation avec le DoS, et comme Peter Sellers, nous avons commencé à franchir les différents niveaux pour finalement atteindre le conseiller juridique senior de Hillary Clinton qui nous a dit qu'on nous rappellerait.

Peu après, l'un des membres de notre équipe, Joseph Farrell, se fit rappeler non pas par le DoS, mais par Lisa Shields, alors petite amie d'Eric Schmidt, et qui ne travaille pas officiellement pour le DoS. Résumons donc la situation : la petite amie du président de Google servait de contact officieux de Hillary Clinton. C'est éloquent. Cela montre qu'à ce niveau de la société américaine, comme dans d'autres formes de gouvernement oligarchique, c'est un jeu de chaises

musicales.

Cette visite de Google pendant ma période de résidence surveillée se révéla être en fait, comme on le comprit plus tard, une visite officieuse du DoS. Attardons-nous sur les personnes qui accompagnaient Schmidt ce jour-là : sa petite amie Lisa Shields, vice-présidente à la communication du [CFR \(Council on Foreign Relations\)](#) ; Scott Malcolmson, ancien conseiller sénior du DoS ; et [Jared Cohen](#), conseiller de Hillary Clinton et de [Condoleezza Rice](#) (ministre du DoS sous le gouvernement Bush fils), sorte de Henry Kissinger de la [génération Y](#).

Google a démarré comme un élément de la culture étudiante californienne dans la région de la baie de San Francisco. Mais en grandissant Google a découvert le grand méchant monde. Il a découvert les obstacles à son expansion que sont les réseaux politiques et les réglementations étrangères. Il a donc commencé à faire ce que font toutes les grosses méchantes sociétés américaines, de Coca Cola à [Northrop Grumman](#). Il a commencé à se reposer lourdement sur le soutien du DoS, et, ce faisant il est entré dans le système de Washington DC. Une [étude](#) publiée récemment montre que Google dépense maintenant plus d'argent que [Lockheed Martin](#) pour payer les lobbyistes à Washington.

Jared Cohen est le co-auteur du livre d'Eric Schmidt, et son rôle en tant que lien entre Google et le DoS en dit long sur comment le « besoin intense de sécurité » des États-Unis fonctionne. Cohen travaillait directement pour le DoS et était un conseiller proche de Condoleezza Rice et Hillary Clinton. Mais depuis 2010, il est le directeur de [Google Ideas](#), son [think tank](#) interne.

Des documents publiés l'an dernier par WikiLeaks obtenus en sous-main via le sous-traitant US en renseignement [Stratfor](#) montrent qu'en 2011, Jared Cohen, alors déjà directeur de Google Ideas, partait en mission secrète en Azerbaïdjan à la

frontière iranienne. Dans ces courriels internes, [Fred Burton](#), vice-président au renseignement chez Stratfor et ancien officiel senior au DoS, décrivait Google ainsi :

« Google reçoit le soutien et la couverture médiatique de la présidence et du DoS. En réalité ils font ce que la CIA ne peut pas faire... Cohen va finir par se faire attraper ou tuer. Pour être franc, ça serait peut-être la meilleure chose qui puisse arriver pour exposer le rôle caché de Google dans l'organisation des soulèvements. Le gouvernement US peut ensuite nier toute implication et Google se retrouve à assumer le bordel tout seul. »

Dans une autre communication interne, Burton identifie par la suite ses sources sur les activités de Cohen comme étant Marty Lev, directeur de sécurité chez Google, et... Eric Schmidt.

Les câbles de WikiLeaks révèlent également que, Cohen, quand il travaillait pour le Département d'État, était en Afghanistan à essayer de convaincre les quatre principales compagnies de téléphonie mobile afghane de déplacer leurs antennes à l'intérieur des bases militaires américaines. Au Liban il a secrètement travaillé, pour le compte du DoS, à un laboratoire d'idées chiite qui soit anti-Hezbollah. Et à Londres ? Il a offert des fonds à des responsables de l'industrie cinématographique de [Bollywood](#) pour insérer du contenu anti-extrémistes dans leurs films en promettant de les introduire dans les réseaux de Hollywood. C'est ça le président de Google Ideas. Cohen est effectivement de fait le directeur de Google pour le changement de régime. Il est le bras armé du Département d'État encadrant la Silicon Valley.

Que Google reçoive de l'argent de la NSA en échange de la remise de données personnelles n'est pas une surprise. Google a rencontré le grand méchant monde et il en fait désormais partie.

Crédit photo : [NSA](#) (Domaine Public – Wikimedia Commons)